



CGT Echec au Sphinx

PATRICK ARTINIAN/CONTACT PRESS IMAGES

Bernard Thibault avait envisagé de laisser sa place à la tête de la CGT à Nadine Prigent. Raté. Thierry Lepaon devrait être adoubé lors du Comité confédéral national des 6 et 7 novembre

MICHEL NOBLECOURT

Ce jour-là, « le Sphinx » – ce surnom qu'il déteste et qu'on lui a donné au siège de la CGT à Montreuil (Seine-Saint-Denis) – n'est pas taiseux. En ce 21 décembre 2011, Bernard Thibault se livre à des confidences. « Une réélection de Sarkozy, lâche-t-il, je n'y crois pas trop. Ma crainte, c'est que Marine Le Pen soit devant lui. » Elu en février 1999, le secrétaire général de la CGT, qui allait avoir 53 ans le 2 janvier suivant, achève alors son quatrième mandat et n'a pas l'intention de se représenter.

Plus sphinx que jamais sur ce sujet, il n'en dira rien, sauf pour démentir un départ anticipé. L'ancien cheminot qui a modernisé la CGT, l'a ouverte à la négociation, lui a donné une touche « réformatrice », sans jamais prononcer le mot, l'encarté communiste qui a rompu les derniers liens avec « le Parti » veut réussir sa sortie, en mars 2013. Il va donc jouer les cartes de la transparence et de la démocratie interne.

En janvier 2011, l'alerte a été chaude. Selon un article du *Parisien*, M. Thibault, objet d'une tentative de déstabilisation, va « jeter l'éponge » avant la fin de l'année. Avec sa coiffure et son faux air de Dutronc, le syndicaliste à la cuir épais. Il en a vu d'autres. Entre 2007 et 2009, il a subi un mystérieux harcèlement – dont on n'a jamais tracé l'origine – à coup d'ac-

tes de malveillance : une tête de cochon puis un chat éborgné devant son domicile à Draveil (Essonne), le vol de son agenda dans son bureau, la découverte d'un matériel électronique – de surveillance ? – dans sa voiture, etc.

M. Thibault a les nerfs solides mais il encaisse mal. Il porte plainte et tout s'arrête. Bien décidé à ne pas remplir pour un cinquième mandat, « le Sphinx » doit parfois se reposer quand son mal de dos se fait trop prégnant, mais ce bossueur n'entend pas lâcher les manettes avant l'échéance. Il dément les informations du *Parisien* mais en interne certains mijotent une alternative au cas où... Eric Aubin, né en 1962, un ancien salarié de

Bouygues, secrétaire général de la fédération de la construction, met discrètement en route sa candidature. M. Thibault ne l'apprendra qu'un an après et y verra une trahison du « M. Retraites » de la CGT.

Le 24 janvier 2012, M. Thibault écrit aux membres du Comité confédéral national (CCN) – le « parlement » de la CGT qui réunit les fédérations et les unions départementales (UD) – pour leur confirmer qu'il ne sollicitera pas sa reconduction au 50^e congrès de Toulouse, du 18 au 22 mars 2013. Depuis 1999, le temps est définitivement révolu où le Parti communiste choisissait le secrétaire général de la CGT. M. Thibault annonce « une séquence de consultations (...) afin d'aboutir à une

proposition susceptible de recevoir le consensus le plus large possible » au CCN de mai. Il compte s'appuyer sur la commission exécutive (CE) – une instance de 54 membres dont il a fait le vrai gouvernement de la CGT, le bureau confédéral de huit membres exécutant ses décisions –, les fédérations et les UD, appelées les « préfètes ».

Transparent, le processus de succession s'engage bien. Mais très vite, il s'enraye. M. Thibault veut à tout prix qu'une femme, venue de préférence du secteur privé, où il a toujours eu à cœur de renforcer l'implantation de la CGT, lui succède. Il a déjà fait son choix : ce sera Nadine Prigent, une ancienne infirmière de 54 ans qui a dirigé la fédération de la santé et représente, avec une image un peu raide, la centrale dans l'intersyndicale avec les autres confédérations. Son « joker » est une autre femme, Agnès Naton, 50 ans, directrice du journal de la CGT, *La Nouvelle Vie ouvrière*. « Il m'a ouvert le champ du possible », dira-t-elle.

Toutes deux au bureau confédéral, elles ont le même handicap : M^{me} Prigent

A la CGT, les mots flambent : « crise grave », « risque de paralysie », « guerre de pouvoir », « sclérose », « climat malsain »

prendra sa retraite en 2013 et M^{me} Naton est déjà retraitée de France Télécom. Une retraitée à la tête de la CGT ? C'est sans compter avec la « fée » qui, comme dans le conte de Perrault, n'a pas été invitée : M. Aubin, membre de la CE, bien résolu à tenter sa chance.

Le 9 février, M. Thibault écrit aux organisations de la CGT pour leur demander des noms. Il lui reviendra une « short list » de quinze noms. Les trois postulants, sur la même ligne moderniste, y sont. Le 12 avril, M. Aubin, devant le club Réalités du dialogue social, qui réunit des représentants des syndicats et du patronat, se dit confiant sur la sortie du « guépier ». « A la CGT, ajoute celui qui se prévaut du soutien d'une majorité de fédérations, on n'est pas candidat, on est porté par des organisations. » Le 17 avril, quand M. Thibault rend compte à la CE de sa consultation, il surprend en n'avançant aucun nom. Le gouvernement cégétiste est coupé en trois tiers, un pour chaque prétendant. La fédération des cheminots met en garde M. Thibault, qui va continuer à consulter à travers neuf rencontres dans les régions, sur ce qui prend l'allure d'une crise de succession.

La crise tombe au plus mal, en pleine alternance politique. Le 15 mai, pour son investiture, François Hollande invite les dirigeants syndicaux à l'Élysée. Une première. Il n'y a qu'un absent, M. Thibault, pourtant partisan du nouveau président, qui « consulte » à Lyon... La paralysie gagne la tête de la CGT. Le 25 mai, à rebours de la tendance en faveur de M. Aubin qui se dessine, « le Sphinx » propose à sa CE, dont le vote est purement indicatif, de valider le choix de M^{me} Prigent. Le camouflet est cinglant : sa dauphine recueille 20 voix pour, 21 contre et cinq abstentions.

Le 30 mai, quand le CCN se réunit à huis clos à Montreuil, il ouvre une pièce en trois actes. Mis en minorité par son gouvernement, M. Thibault arrive les mains vides. Il ne peut pas proposer sa dauphine ou son joker, M^{me} Naton, mais il est décidé à mettre en échec M. Aubin. D'emblée, il évoque « une crise de direction et non une crise de la CGT » et déplore le fait qu'il y ait « plusieurs candidats déclarés en concurrence ». Fustigeant « un débat sur les personnes en lieu et place des objectifs politiques », M. Thibault prédit le résultat : « Un affaiblissement de la future direction confédérale, des

organisations divisées sur un sujet dont chacun reconnaît que le consensus le plus large est souhaitable pour l'unité de l'organisation et sa crédibilité. » Il craint que « la CGT s'affiche dans une sorte de paralysie incompréhensible ».

Tout aussi incompréhensible est l'obstination de M. Thibault. Le premier acte tourne au mauvais vaudeville. Le climat est pesant, fiévreux, même si personne ne s'investit. Les mots flambent : « crise grave », « tensions parfois insupportables », « risque de paralysie », « guerre de pouvoir », « sclérose », « climat malsain », « logique de confrontation », « CGT inaudible ». « Il n'y a pas de crise à la CGT », lance Alain Rousseau, élu de l'Aude, mais « il y a un problème ». Corinne Versigny (Gironde) s'en prend, comme d'autres, aux médias et à leurs « corbeaux cégétistes ». « C'est honteux ! », s'exclame-t-elle.

La méthode de M. Thibault n'est pas épargnée : « les choses ont été mal préparées », « on ne met pas tout sur la table ». M^{me} Prigent, « pilonnée par la presse », s'abrite derrière le bouclier du secrétaire général. Et M. Aubin critique la « conception de la direction » et prévient : « On a besoin de montrer autre chose à l'avenir sur les questions de démocratie. »

Pour sortir de l'impasse, le CCN somme la commission exécutive de se réunir de nouveau et de revenir avec une solution. Ce deuxième acte relève du jeu de dupes. Le 30 mai, de 20 heures à 2 heures du matin, 49 membres de la CE délibèrent sous haute tension. Il y a trois votes. M. Thibault croit avoir gagné la partie car, au troisième, il y a 25 voix pour M^{me} Prigent, 16 pour M^{me} Naton et 8 abstentions. Une « majorité fictive », dira une élue le lendemain, des partisans de M. Aubin ayant voté pour la dauphine, sûrs de sa défaite au CCN...

Et c'est ce qui se produit le 31 mai, quand le « parlement » reprend ses travaux. Au troisième acte, on bascule dans le drame. La candidature de M^{me} Prigent est mise au vote par mandats : 255 pour (soit 51 unions départementales et 6 fédérations), 304 contre (37 UD et 19 fédérations) et 82 abstentions. Mis en minorité par son CCN pour la seconde fois depuis 2005, « le Sphinx » réagit très mal à ce qu'il ressent comme un échec personnel. Une semaine durant, il veut démissionner au point que certains responsables, songeant à un intérim non prévu par les statuts, font appel à Maryse Dumas, ancienne numéro deux de la CGT, qui décline fermement.

M^{me} Prigent s'accroche. Le 6 juin, sa fédération exige que « le jeu normal de la démocratie s'exerce dans toute la CGT ». Le 5 juillet, face à la presse, M. Thibault sonne le glas de ses espérances en soulignant que « cette hypothèse n'est plus d'actualité, c'est évident ». Elle l'apprend en même temps que les journalistes. Fin août, lors des journées d'été de la CGT au centre de formation Benoît-Frathon à Courcelles-sur-Yvette (Essonne), en l'absence de M. Thibault, les trois prétendants défendent, comme si de rien n'était, leur candidature.

En désespoir de cause, M. Thibault se tourne, à la mi-septembre, vers Thierry Lepaon, 52 ans, un ancien de Moulinex, président du groupe de la CGT au Conseil économique, social et environnemental (CESE), qui figurait sur la « short list ». De guerre lasse, le 16 octobre, la CE, dont il est membre, valide sa candidature par 42 voix pour et 7 abstentions. M. Aubin, qui a rejoint les abstentionnistes, n'a pas formellement retiré la sienne. Les 6 et 7 novembre, le CCN doit adouber ce nouveau dauphin par accident, mais il ne sera élu qu'au terme du congrès de Toulouse, en mars 2013. Entre-temps, durant quatre mois, M. Lepaon devra cohabiter avec celui qui ne l'avait pas choisi. « Je pense, avait prévenu le futur élu par défaut, le 31 mai au CCN, que nous enclenchons une politique du pire. » « Le Sphinx » a bel et bien raté sa sortie. ■



Thierry Lepaon, 52 ans, devrait prendre la succession de Bernard Thibault. JEFF PACHOU/AFIP



Eric Aubin et Nadine Prigent, les deux prétendants déçus. ALBERT FACELLY/FRENCH-POLITICS.COM